



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

COMITE D'EXPERTS POUR L'INTERPRETATION ET LA REVISION DE LA CONVENTION

Deuxième session

Genève, 2 - 5 décembre 1975

PROPOSITIONS DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
POUR LA DEUXIEME SESSION DU COMITE D'EXPERTS (INTERPRETATION DE
L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION; HARMONISATION DE LA PROCEDURE DE
PROTECTION)

présentées par le Bureau de l'Union

1. La délégation de la République fédérale d'Allemagne a transmis au Bureau de l'Union trois documents de travail pour la deuxième session du Comité, documents qui sont joints en annexe.
2. Il s'agit des documents suivants:
 - (a) un document sur l'interprétation de l'article 13 de la Convention concernant la possibilité d'admettre les combinaisons de lettres et de chiffres comme dénominations variétales (annexe I),
 - (b) un document ayant trait aux questions de l'harmonisation de la procédure d'octroi des droits d'obtenteur au sein de l'UPOV (annexe II), et
 - (c) une copie d'un article paru dans le périodique "Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht" (Propriété industrielle et droit d'auteur) qui décrit les principes qu'applique le Bureau fédéral des variétés pour l'examen des dénominations variétales sur la base de la loi sur la protection des variétés [en allemand seulement] (annexe III).

[Les annexes suivent]

INTERPRETATION DE L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION CONCERNANT LA
POSSIBILITE D'ADMETTRE LES COMBINAISONS DE LETTRES ET DE CHIFFRES
COMME DENOMINATIONS VARIETALES

Document de travail de la délégation de la République fédérale d'Allemagne

Lors de la première session du Comité d'experts pour l'interprétation et la révision de la Convention, la délégation de la République fédérale d'Allemagne a accepté d'examiner dans un document jusqu'à quel point le fait d'admettre les combinaisons de lettres et de chiffres serait conforme aux principes appliqués jusqu'à maintenant pour les dénominations variétales. La délégation de la République fédérale d'Allemagne soutient l'interprétation suivante qui est aussi à la base de l'application par le Bureau fédéral des variétés des nouvelles dispositions législatives de la République fédérale d'Allemagne.

Il faut partir du fait qu'en vertu de l'article 13(8)b) de la Convention la dénomination variétale est la désignation générique de la variété et qu'elle doit permettre de l'identifier (article 13(2) de la Convention). Il faut donc examiner à quels impératifs particuliers doit répondre une dénomination pour posséder les propriétés précitées. En général, la simple nomenclature d'enregistrement constitue la forme la plus élémentaire d'identification, dans la mesure où cette identification ne sert qu'à l'enregistrement. Cependant cela n'est pas le cas pour les dénominations variétales. L'article 13(2) de la Convention exclut expressément les dénominations composées uniquement de chiffres (qui constituent pourtant la forme la plus rationnelle de nomenclature d'enregistrement) et l'on voit immédiatement que la dénomination variétale n'est pas un simple moyen d'enregistrement. C'est d'ailleurs ce qui ressort aussi de l'article 13(7) de la Convention, qui mentionne comme seule fonction de la dénomination son emploi lors de la commercialisation de matériel de reproduction ou de multiplication de la variété. Ce fait et le fait qu'une fois fixée, la dénomination variétale échappe au titulaire du droit de protection font que la dénomination variétale est en réalité destinée à l'utilisateur de matériel de reproduction ou de multiplication. Or, comme il est impossible de reconnaître les caractéristiques génétiques de la variété sur le matériel de reproduction ou de multiplication, la dénomination variétale est, pour l'utilisateur de ce matériel, le moyen d'identification décisif permettant de déterminer à quelle variété (possédant des caractères qui lui sont typiques) appartient le matériel proposé.

Le pouvoir d'identification qu'il faut exiger d'une dénomination variétale doit donc être déterminé en fonction de son effet dans les milieux professionnels, c'est-à-dire sur un acheteur de matériel de reproduction ou de multiplication moyennement expérimenté et attentif.

Jusqu'à présent, l'opinion qui prévalait au sein de l'UPOV était que, pour remplir son rôle de désignation générique auprès de l'utilisateur, la dénomination variétale devait être facile à prononcer et à retenir et que cette condition n'était pas remplie pour les combinaisons de lettres et de chiffres dans la mesure où elles ne sont pas utilisées de façon générale (c'est-à-dire au niveau international).

Au demeurant, l'article 13 de la Convention n'exclut pas totalement de telles combinaisons. En effet, comme cela a été indiqué plus haut, cette disposition définit expressément la dénomination variétale comme une désignation générique, et d'autre part, on a utilisé l'expression "dénomination de la variété" à la place de l'expression "nom de la variété" prévue à l'origine, justement pour pouvoir admettre aussi, le cas échéant, les combinaisons de lettres et de chiffres. Il ne s'agissait nullement, en l'occurrence, d'admettre que les combinaisons de lettres et de chiffres pouvaient convenir d'une façon générale mais seulement de permettre leur maintien dans les cas où elles seraient déjà entrées dans les usages commerciaux. C'est aussi dans cet esprit que le Conseil de l'UPOV a estimé qu'il était possible d'utiliser, dans certaines conditions, des combinaisons de ce type pour les lignées parentales (voir l'article 3(4) des Principes directeurs pour les dénominations variétales). Il semble cependant possible de considérer que ces combinaisons peuvent aussi servir de désignation générique dans d'autres cas que ceux que tolère déjà la pratique de l'UPOV, sans que soient mis en cause les principes actuels.

relatifs au pouvoir de distinction. Toute nomenclature qui permet à l'utilisateur d'identifier la variété et qui lui convient comme nom de produit remplit les conditions fixées à l'article 13. En cette matière, tout dépend donc exclusivement des souhaits de l'utilisateur et de ses coutumes. A partir du moment où l'utilisateur le comprend et en possède la maîtrise, n'importe quel système de nomenclature remplit les conditions fixées à l'article 13.

On peut aussi habituer, à la longue, l'utilisateur à un autre système.

Cependant, pour pouvoir remplir la fonction qui leur est assignée, les dénominations variétales doivent être formées de telle façon qu'elles puissent - au moins en théorie - devenir assez usuelles et avoir ainsi un effet d'identification. Cela ne peut être escompté que si une dénomination variétale est formée de telle façon qu'elle est admise en tant que telle par les milieux intéressés. Pour les combinaisons de lettres et de chiffres il faut tenir compte du fait qu'elles constituent une nomenclature courante pour les indications et les moyens d'identification les plus divers, de sorte que les dénominations variétales ainsi constituées ne pourront, en règle générale, être reconnues comme telles que si elles sont formées d'une manière devenue typique des dénominations variétales. C'est la raison pour laquelle il semble indiqué d'énoncer quelques règles fondamentales pour la formation de dénominations variétales à partir de combinaisons de lettres et de chiffres. Ainsi, il faut toujours suivre un certain ordre (d'abord les lettres, puis les chiffres), ainsi que le veut l'usage établi par les combinaisons analogues qui existent déjà en tant que dénominations variétales. Tous les éléments autres que les lettres et les chiffres (par exemple les barres obliques) sont à éviter, du fait qu'elles peuvent être omises, en particulier lors de la prononciation de la dénomination. De même, les longues séries de lettres et/ou de chiffres ne pourraient pas remplir valablement le rôle de dénomination variétale du fait qu'elles sont difficiles à retenir, et ne se différencieraient pratiquement plus des pures séries de chiffres qui, elles, rappelons-le, sont expressément exclues.

Même lorsqu'une dénomination variétale constituée par une combinaison de lettres et de chiffres est formée de façon théoriquement convenable, elle ne doit pas être identique ou semblable, au point de prêter à confusion, à d'autres désignations de la variété ou du matériel de multiplication ou de reproduction composées de combinaisons de ce genre (indications de quantité, de poids, de date, mentions administratives, No de référence de l'OCDE).

D'autre part, une combinaison de lettres et de chiffres doit être facile à retenir, ce qui ne sera pas le cas, notamment, si elle ne s'y prête pas du point de vue linguistique, par exemple si elle comprend plus de trois lettres qui ne forment pas une syllabe prononçable. Ainsi CWXS 22" ne convient pas, contrairement à "CEWEX". De même, les nombres trop longs (de plus de quatre chiffres) ne sont pas assez faciles à retenir. Il n'y a pas de limite inférieure, une lettre et un chiffre suffisent, par exemple "A1".

Une dénomination variétale composée d'une combinaison de lettres et de chiffres ne doit pas non plus donner l'impression que la variété dérive d'une autre variété ou lui est semblable lorsque cela n'est pas réellement le cas (article 8 des Principes directeurs). Les combinaisons ne doivent donc pas, en principe, être constituées d'une lettre ou d'une suite de lettres fixes et d'un suffixe variable composé de chiffres. Ne serait donc pas admise, par exemple, la série "R1", "R2", "R3", etc. Le principe est donc qu'une lettre ou une combinaison de lettres ne peuvent être utilisées qu'une seule fois dans chaque classe et ne peuvent plus être utilisées, même avec d'autres suffixes en chiffres. Les mêmes lettres peuvent naturellement être utilisées dans des combinaisons différentes, par exemple "LMF3", "LFM4", "LMS3", etc. Les mêmes chiffres, s'ils servent de suffixes à des lettres différentes, sont par contre admis en cas de doute, si leur utilisation n'augmente pas le risque de confusion. Ainsi "CPX83" et "LFP83" sont admis, mais non "LFM83" et "LFN83", car les deux dénominations ne sont pas suffisamment distinctes l'une de l'autre à cause de la ressemblance phonétique des lettres M et N.

Pas plus que les syllabes, les lettres isolées ne peuvent pas être monopolisées par une entreprise éléments de combinaisons. Une série comme "KWA 12", "KWB 12", "KWC 35" serait possible (mais pas "KWP 12" en raison du risque de confusion phonétique avec KWB 12), à ceci près qu'il ne serait pas tenu compte du sélectionneur dont émane la demande, étant donné que les combinaisons, comme les dénominations variétales, n'ont pas, à la manière des marques de fabrique, à faire ressortir que la variété provient d'une entreprise déterminée.

En général, une attitude un peu plus souple peut être adoptée pour les lignées parentales et les porte-greffes.

Les combinaisons de lettres et de chiffres ne doivent pas non plus donner l'impression que les variétés considérées sont issues l'une de l'autre ou qu'elles sont apparentées. De ce point de vue, il faudrait interdire les dénominations constituées d'une suite de lettres fixe et d'un suffixe de chiffres variable ("PM4", "PM20", "PM100"), pour autant qu'elles ne sont pas déjà exclues à cause des risques de confusion.

Comme ces considérations ne remettent pas en question les principes de formation des dénominations variétales établis dans les Principes directeurs, mais démontrent au contraire qu'il est indispensable et possible de faire une place à ces combinaisons dans le système existant, il conviendrait de maintenir intégralement les Principes directeurs afin de garantir, du point de vue de l'article 13(5) de la Convention, que l'application de ce texte sur le territoire de l'UPOV restera aussi uniforme que possible. Pour tenir compte de la situation juridique actuelle de la République fédérale d'Allemagne, il suffirait de modifier l'article 3 des Principes directeurs de façon que les combinaisons de lettres et de chiffres (et naturellement aussi les combinaisons de mots et de chiffres, auxquelles les mêmes règles s'appliquent) ne soient pas exclues de prime abord mais qu'elles soient aussi régies par des règles précises.

Hanovre, le 12 novembre 1975

[L'annexe II suit]

HARMONISATION DE LA PROCEDURE D'OCTROI
DE DROITS D'OBTENTEUR AU SEIN DE L'UPOV

Document de travail
de la délégation de la République fédérale d'Allemagne

A la première session du Comité d'experts pour l'interprétation et la révision de la Convention, la délégation de la République fédérale d'Allemagne a accepté d'élaborer un document de travail sur l'octroi par un office de droits d'obtenteur valables dans plusieurs Etats membres (voir le document IRC/I/5, paragraphe 39).

Les propositions a) à c) ci-dessous avaient été émises :

- a) Proposition des Pays-Bas préconisant que la durée de protection, calculée à partir de la date de la première demande dans un Etat membre, soit la même dans tous les Etats membres (ou dans plusieurs Etats membres) (voir le document IRC/I/3, paragraphe 4.r)
- b) Proposition du Royaume-Uni préconisant l'adoption d'un système d'examen centralisé des nouvelles variétés de plantes de grande culture (voir les documents WC/IX/6 et CEC/I/3, paragraphe 1)
- c) Proposition de la CIOPORA préconisant de confier l'examen de chaque espèce à tel ou tel des Etats membres et de prévoir des listes d'espèces identiques dans tous les Etats membres (voir le document IRC/I/3, paragraphe 4.i).

A partir de ces propositions, la délégation de la République fédérale d'Allemagne soumet au Comité les réflexions suivantes :

I. CONSIDERATIONS FONDAMENTALES SUR LA NECESSITE ET LES POSSIBILITES D'UNE HARMONISATION ET D'UNE SIMPLIFICATION PLUS POUSSEES DE LA PROCEDURE D'OCTROI DE TITRES DE PROTECTION

1. Une internationalisation croissante apparaît dans le secteur de l'amélioration des plantes et du commerce des semences, comme ce fut déjà le cas pour l'industrie. La forte proportion de demandes de protection concernant des variétés d'origine étrangère que l'on enregistre dans la plupart des Etats (plus de la moitié du total dans quelques pays et pour certaines espèces) est caractéristique de cette évolution (voir les statistiques de l'OMPI sur les obtentions végétales dans La Propriété industrielle/Industrial Property du 1er décembre 1974). Cette tendance à l'internationalisation est naturellement plus marquée lorsque des accords internationaux ont défini un marché des semences englobant plusieurs Etats, comme c'est le cas tout particulièrement pour les Etats membres de la Communauté économique européenne en vertu des directives du Conseil du 29 septembre 1970 sur le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles et sur la commercialisation des semences de légumes.

La nécessité économique de vendre du matériel de reproduction ou de multiplication d'une nouvelle variété dans plusieurs Etats a pour corollaire celle d'obtenir la protection de cette variété dans tous ces Etats. Jusqu'à présent, cela n'est possible pour l'obtenteur que s'il engage une procédure distincte dans chaque Etat, en observant les dispositions propres à chacun et en assumant chaque fois la totalité des frais, dans la mesure où ces Etats ont une législation sur la protection des obtentions végétales. Ce système entraîne pour l'obtenteur un gaspillage de temps et

d'argent, de même que pour les offices nationaux de protection des obtentions végétales, et il n'est pas exclu que cette situation puisse freiner la diffusion des progrès de l'amélioration des plantes, qui est de l'intérêt général et, dans la mesure où les règlements des Etats ne sont pas uniformes, qu'elle entraîne certaines distorsions de concurrence.

Un système d'octroi de droits d'obtenteur et de titre de protection limités au territoire d'un Etat ne permettra donc pas, à la longue, de répondre aux nécessités économiques.

2. On peut considérer que les conditions préalables objectives de mise en place d'un système de protection des obtentions végétales sont pour l'essentiel identiques, du moins pour les Etats ayant des structures économiques (en particulier agricoles) semblables et soumis à des conditions écologiques comparables. C'est pourquoi les particularités des divers systèmes nationaux ne tiennent pas principalement à des impératifs absolus propres à chaque pays mais plutôt à des traditions nationales diverses. Si, malgré son instauration relativement récente, le système UPOV a déjà permis des progrès sensibles vers une coopération plus étroite, on peut supposer qu'il est possible d'aller encore nettement plus loin sur la voie de la coordination. Il existe à cet égard, au sein de l'UPOV, un certain nombre de sujets de réflexion que nous examinons ci-dessous, en évoquant les conditions et les possibilités d'une coordination plus poussée.

II. CONDITIONS PREALABLES A L'HARMONISATION

1. Uniformisation des listes d'espèces

Une première condition préalable importante pour toutes les autres mesures d'harmonisation est que l'obtenteur puisse faire protéger son obtention dans le plus grand nombre possible d'Etats membres. Par conséquent, les listes des espèces doivent être uniformisées dans toute la mesure du possible, c'est-à-dire, en pratique, élargies dans la plupart des Etats. A cette occasion, le fait que la sélection de nouvelles variétés d'une espèce donnée soit entreprise ou non dans le pays ne devrait pas entrer en considération. Le renforcement de la division internationale du travail qui est à prévoir aussi dans le secteur de l'amélioration des plantes pourrait entraîner la formation de pôles de sélection limités à des espèces déterminées dans chaque pays tandis que la commercialisation internationale des semences de ces variétés se ferait à partir du pays d'origine. L'inscription d'une espèce sur la liste des espèces protégées ne devrait donc dépendre que de la possibilité de commercialisation des variétés de cette espèce sur le territoire de l'Etat. Cela serait conforme au principe fondamental du système de protection des obtentions végétales qui consiste à assurer la diffusion des variétés nouvelles de valeur (voir le premier paragraphe du préambule de la Convention) et non à soutenir les efforts de sélection sur le plan national.

Pour les Etats de la CEE et pour ceux qui coopèrent étroitement avec eux dans le domaine économique, les espèces et groupes d'espèces mentionnés dans les directives de la CEE du 29 septembre 1970 citées ci-dessus pourraient servir à déterminer pour quelles espèces de grande culture et maraichères la commercialisation de variétés peut être envisagée.

D'autre part, il ne faudrait pas que le seul critère soit l'existence des conditions préalables à l'examen officiel des variétés de cette espèce dans le pays; il devrait suffire que l'examen soit possible dans un autre Etat membre (voir ci-dessous le point 3.).

Un élargissement des listes nationales d'espèces bénéficiant de la protection ne nécessiterait aucune modification préalable de la Convention puisque celle-ci laisse à chaque Etat membre la faculté d'étendre sa liste à d'autres espèces que celles de la liste visée à l'article 4(3). Il serait cependant utile de promouvoir aussi l'harmonisation de la liste des espèces par une rédaction appropriée de la Convention. Sur ce point, il faudrait prendre en considération la proposition des Pays-Bas (voir le paragraphe 4.b)ii) du document IRC/I/3) préconisant que les Etats de l'Union soient tenus d'appliquer la Convention dans un délai déterminé à un certain nombre de genres et d'espèces et que la liste des espèces obligatoires soit étendue ou purement et simplement supprimée. Les deux solutions sont possibles et la seconde semble l'emporter dans les préférences (voir le document IRC/I/5, paragraphe 19). Cette solution a l'avantage suivant : la suppression du paragraphe (3) de l'article 4,

devenant alors indispensable, le principe du traitement national en faveur des des nationaux et résidents des autres Etats membres énoncé à l'article 3 s'applique donc sans le préalable de la réciprocité pour toutes les espèces bénéficiant de la protection dans un Etat. Mais c'est justement cette solution qui rend particulièrement urgente l'harmonisation des listes d'espèces, afin que les avantages accordés par les Etats membres aux ressortissants des autres Etats membres soient à peu près les mêmes.

2. Harmonisation des méthodes d'examen

Une autre étape importante sur la voie de l'harmonisation de la procédure d'octroi de droits d'obteneur est l'uniformisation du système d'examen, si l'on veut que, dans la mesure du possible, les examens aboutissent partout aux mêmes résultats et que, lors des étapes ultérieures de l'harmonisation, ils puissent être agréés dans n'importe quel Etat membre. Les mesures ponctuelles suivantes sont nécessaires à cet effet :

a) Adoption de principes directeurs pour l'examen des caractères distinctifs, de l'homogénéité et de la stabilité uniformes et conformes aux principes de base énoncés dans le document UPOV/TG/I/1. Des principes directeurs fixant les caractères à observer et les conditions d'examen ont déjà été élaborés pour un certain nombre d'espèces, ou sont en préparation (voir le document ST/VII/3). Ces travaux devraient être activement poursuivis et les principes directeurs devraient être utilisés en pratique par les Etats membres.

Il est également important de s'entendre en particulier sur les critères d'appréciation des caractères distinctifs, de l'homogénéité et de la stabilité des différentes espèces, compte tenu des particularités de leur reproduction ou de leur multiplication.

b) Questionnaires techniques

Dès lors que des principes de base communs sont arrêtés pour l'exécution des essais et l'évaluation de leurs résultats, aucune difficulté notable n'est à prévoir pour la préparation de formulaires de questionnaires techniques identiques. Pour faciliter à l'obteneur le dépôt de la demande et en prévision d'autres étapes de la coopération, il faudrait poursuivre activement l'élaboration de formulaires de questionnaires techniques communs (voir les documents ST/VI/8, paragraphes 8 à 10, et ST/VII/2).

c) Rapports d'examen

Pour faciliter l'échange des résultats d'essais entre les Etats membres, il faudrait en rendre compte selon des principes de base uniformes. Dès lors que les examens seraient conduits selon des principes uniformes et que les caractères à observer et les méthodes d'observations seraient harmonisés, il ne devrait plus être très difficile du point de vue technique d'harmoniser au moins la description variétale dans le rapport final d'examen à propos duquel les Pays-Bas ont présenté un projet comme base de discussion (voir le document ST/VI/8, paragraphes 11 et 12).

3. Centralisation des examens

La condition préalable primordiale de la simplification et de la diminution du coût de la procédure pour les obtenteurs et les offices compétents des Etats membres est de centraliser l'exécution de l'examen des variétés dans un Etat membre agissant également pour le compte d'autres Etats membres. Toutes les autres dispositions prises en vue de l'harmonisation resteraient sans grand effet s'il n'était pas possible de parvenir à une harmonisation sur ce point important. Pour être vraiment efficace, l'examen centralisé devrait être étendu à davantage d'espèces que cela n'est prévu actuellement (voir le document ICE/IV/3). On peut supposer qu'un beaucoup plus grand nombre d'espèces peuvent être soumises à cette centralisation. Il est cependant pratiquement impossible - surtout si l'on tient compte de l'adhésion future d'Etats membres non européens - de procéder dans un seul Etat membre, et pour toutes les espèces, à un examen unique qui produise effet dans tous les autres Etats membres. Mais il suffirait déjà qu'au moins les Etats dans lesquels les espèces en question sont soumises à des conditions agro-écologiques semblables se regroupent pour mettre sur pied un système d'examen centralisé.

On devrait également, lorsqu'il n'est pas encore possible d'envisager de reprendre des résultats d'essais complets, examiner la possibilité de centraliser au moins quelques essais partiels précis, comme par exemple les essais de résistance ou ceux qui visent à déterminer la teneur en certaines substances.

La question de savoir pour quels Etats et quelles espèces la condition préalable mentionnée ci-dessus est remplie doit être examinée cas par cas. C'est pour quoi un système consistant à reprendre des résultats d'essais n'est possible jusqu'à présent que par le biais d'accords bilatéraux fondés sur l'Accord type de l'UPOV (voir le document ICE/III/8, paragraphes 4 à 21).

La centralisation ne doit pas forcément se restreindre à une mise en culture d'essai en commun. Dans d'autres secteurs, la coopération internationale est également concevable. Ainsi, par exemple, les Etats membres qui disposent d'un équipement informatique pourraient le mettre à la disposition d'autres Etats membres pour l'interprétation des résultats d'essais ou pour le contrôle de la dénomination variétale.

4. Harmonisation de règles diverses

A côté de l'examen des variétés, les règles juridiques et administratives relatives à la protection des obtentions végétales doivent également être harmonisées. Cette remarque est particulièrement pertinente dans les cas suivants :

a) La durée de la protection relative à une espèce donnée devrait être, dans la mesure du possible, la même dans les Etats membres. Un amendement de la Convention n'est cependant pas absolument nécessaire, mais il pourrait être utile d'adapter la durée minimale prévue à l'article 8(1) de la Convention en fonction de la durée de protection plus longue qui est déjà devenue habituelle dans certains Etats membres.

b) Les formalités à remplir pour la demande ainsi que la réglementation de la procédure devraient être harmonisées. Pour cela, il serait particulièrement important que les Etats membres conviennent d'adopter un formulaire de demande de contenu identique pour tous les Etats; le projet figurant dans le document ICE/III/10 constitue un document de base satisfaisant à cet égard.

c) Par ailleurs, une autre condition des progrès de l'harmonisation est l'uniformisation des taxes, c'est-à-dire aussi bien des opérations qui donnent lieu à la perception d'une taxe que du montant de celle-ci. Malgré les difficultés existantes, les travaux en ce sens devraient être poursuivis (voir le document ICE/III/8, paragraphes 28 à 34).

5. Instruction de la demande par un office, avec effet dans plusieurs Etats membres

Il ne sera intéressant de donner suite à cette idée que lorsque les problèmes énumérés ci-dessus seront réglés d'une manière relativement satisfaisante. En particulier, la question de la centralisation de l'examen (voir le paragraphe 3 ci-dessus) devrait être correctement réglée, car le dépôt de la demande de protection d'une variété auprès d'un Etat avec effet dans plusieurs Etats entraînerait plus de problèmes que d'avantages si la variété devait ensuite être examinée dans des conditions différentes dans plusieurs Etats. De ce fait, comme dans le cas de la centralisation de l'examen, on ne peut espérer réaliser des progrès dans ce domaine que par la voie d'accords bilatéraux entre les Etats membres, ce qui n'exige pas, à ce stade, une révision de la Convention. Tant que les réglementations ne s'appliquent qu'à des espèces définies et à des Etats déterminés, et qu'elles ne correspondent donc pas encore à un principe général, il n'est pas possible d'éviter que chaque pays ait une procédure de demande particulière. Il semble toutefois qu'il soit possible de simplifier considérablement la procédure de la façon suivante, par exemple :

L'obtenteur pourrait être autorisé à ne déposer une demande pour sa variété qu'auprès de l'office d'un seul Etat membre - généralement, l'office qui effectue l'examen technique - en indiquant les Etats membres dans lesquels il souhaite également être protégé. L'autorité de dépôt enverrait des copies de la demande (formulaire UPOV) aux autres Etats indiqués par le demandeur. Les Etats traiteraient l'exemplaire de la demande reçu à la fois comme une demande et comme une attestation

de priorité au sens de l'article 12 de la Convention et ne prendraient aucune autre mesure à ce moment. Seul l'Etat auprès duquel le dépôt aurait été effectué examinerait la demande et se prononcerait à l'issue de l'examen, sur sa recevabilité. Les autres Etats membres prendraient immédiatement la même décision sans examiner eux-mêmes la variété. Grâce à ce système, des taxes administratives seraient encore perçues par plusieurs Etats, mais la procédure serait cependant relativement plus simple et moins coûteuse pour l'obtenteur que la procédure actuelle. Elle présenterait également l'avantage que la période de protection de la variété commencerait à courir à partir de la même date dans tous les Etats participants et, par conséquent, expirerait aussi à la même date (pour autant que les périodes de protection aient la même durée dans tous ces Etats).

Les principes généraux sur lesquels est fondé le système décrit ci-dessus correspondent à ceux que le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) a pour but d'instaurer, dans le domaine des brevets. Mais, étant donné que pour les raisons exposées ci-dessus, seuls des accords bilatéraux peuvent être envisagés à l'heure actuelle, il n'est pas judicieux de modifier la Convention, d'autant plus qu'elle n'exclut pas ce type d'accords.

Ce n'est qu'à partir du moment où des enseignements pourront être tirés de l'application de la procédure esquissée ci-dessus que l'on pourra déterminer quand et comment il sera possible de prendre des mesures d'une portée beaucoup plus vaste, de manière à instaurer une procédure unique devant un office central qui se prononce sur l'octroi de la protection et dont les décisions produisent immédiatement effet sur le territoire de plusieurs Etats, comme la Convention sur le Brevet européen le prévoit, dans le domaine des brevets, pour un certain nombre d'Etats européens. Comme dans le cas des brevets, une telle convention en matière de protection des obtentions végétales ne serait pas envisageable entre tous les Etats membres de l'UPOV - surtout après l'adhésion de nouveaux Etats - mais seulement entre des groupes d'Etats membres. C'est pourquoi un tel système qui doit s'appuyer sur une convention internationale, ne devrait pas être codifié dans la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales mais dans un arrangement particulier entre les Etats intéressés.

III. PROCEDURE A SUIVRE POUR LA POURSUITE DES TRAVAUX

L'ordre indiqué au chapitre II pour les mesures à prendre en vue de l'harmonisation n'a pas un caractère impératif et, en d'autres termes, ne signifie pas que les mesures indiquées en dernier lieu ne peuvent être prises que lorsque les premières ont été mises en oeuvre. Il est au contraire possible d'entreprendre simultanément les activités décrites aux points 1 à 4. Mais l'ordre indiqué signifie toutefois que toutes les mesures mentionnées ne permettront sans doute d'obtenir un effet réel d'harmonisation et de simplification que dans la mesure où les questions susmentionnées auront trouvé une solution relativement satisfaisante. Pour cela, il suffit, pour l'instant, qu'il y ait accord sur le principe de base; des divergences sur des points de détails ne font pas obstacle à une coopération plus étroite.

Au sujet des travaux futurs, il serait souhaitable de parvenir à un consensus pour déterminer d'une part jusqu'à quel point les Etats membres estiment possible et souhaitable de parvenir à l'harmonisation décrite plus haut et, d'autre part, à quelles propositions mentionnées au point II il convient de donner suite. Ensuite, dans la mesure où cela n'a pas déjà été fait par ailleurs, il faudrait définir les tâches qui incomberaient aux organes compétents de l'UPOV en ce qui concerne la réalisation d'études particulières et la formulation de propositions concrètes. Enfin, - dans la mesure où cela est possible et utile - le Conseil devrait étudier, au cours de chacune de ses sessions, l'évolution de l'harmonisation.

(Extrait de "Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht", GRUR 1975, No. 91, pp. 463 - 467)

Anforderungen an die Beschaffenheit von Sortenbezeichnungen

Von Henning K u n h a r d t, Leitender Regierungsdirektor, Leiter der Zentralabteilung des Bundessortenamts, Hannover

Durch das Gesetz zur Änderung des Sortenschutzgesetzes vom 9. Dezember 1974^{1) 2)} ist auch der die Bildung von Sortenbezeichnungen regelnde § 8 ergänzt worden, und zwar wurden im wesentlichen bei den einzelnen Ausschlußgründen (mangelnde Unterscheidungskraft, Übereinstimmung oder Verwechselbarkeit mit anderen Sortenbezeichnungen, Ärgerniserregung und Irreführung) beispielhafte Einzelfälle aufgeführt, bei denen die genannten Ausschlußgründe vorliegen oder nicht vorliegen. Diese stellen sich im einzelnen wie folgt dar:

1. Fehlende Unterscheidungskraft

Diese ist zunächst (was in der Praxis nicht immer exakt genug geschieht) sorgfältig zu unterscheiden von der Verwechselbarkeit. Die Unterscheidungskraft betrifft nicht die Frage, ob und inwieweit eine Sortenbezeichnung sich von anderen Sortenbezeichnungen abhebt (dies ist eine Frage der Verwechselbarkeit), sondern die Frage, ob und inwieweit eine Bezeichnung nach der Art ihrer Bildung im Prinzip geeignet ist, Kennzeichnungsmittel für eine Sorte zu sein. Zur Frage, unter welchen Gesichtspunkten und inwieweit eine Sortenbezeichnung eine Sorte kennzeichnen soll, sagt der § 8 SortSchG nichts, sondern bestimmt in der neuen Fassung nur positiv, daß eine Sortenbezeichnung aus einem Wort oder aus Wörtern, aus Buchstaben-Zahlen-Kombinationen oder aus Wort-Zahlen-Kombinationen bestehen darf, und negativ (wie schon bisher), daß sie nicht ausschließlich aus Zahlen bestehen darf.

Schon die Wortwahl des Gesetzes, daß „insbesondere“ Bezeichnungen, die ausschließlich aus Zahlen bestehen, ausgeschlossen seien, kennzeichnet die Beispielhaftigkeit dieses Ausschlußgrundes, so daß nicht etwa gesagt werden kann, daß eine Sortenbezeichnung, die aus einem Wort oder Wörtern oder einer der genannten Kombinationen besteht, damit schon in jedem Fall unterscheidungskräftig wäre. Der Wortlaut des § 8 gibt bestenfalls gewisse Anhaltspunkte, aber keine inhaltlich abschließende Definition oder Abgrenzung der An-

forderungen an die Unterscheidungskraft einer Sortenbezeichnung. Die entsprechenden Anhaltspunkte ergeben sich vielmehr aus anderen Bestimmungen, insbesondere dem die Kennzeichnungsfunktion der Sortenbezeichnung regelnden § 10 SortSchG. Nach dieser Bestimmung muß eine Sortenbezeichnung — auch nach Ablauf des Sortenschutzes — von jedem benutzt werden, der Vermehrungsgut der Sorte vertreibt, während sie umgekehrt nicht — auch nicht vom Sortenschutzinhaber — für andere Sorten derselben botanischen oder einer verwandten Art benutzt werden darf. Der § 11 SortSchG regelt abschließend die Voraussetzungen, unter denen eine festgesetzte Sortenbezeichnung wieder gelöscht werden kann, nämlich nur im Fall bestimmter gesetzlicher Ausschlußgründe oder dann, wenn der Sortenbezeichnung ein anderes Recht (wobei es sich insbesondere um Warenzeichenrechte handeln wird) entgegensteht. Die Sortenbezeichnung ist also nach ihrer Festsetzung der Disposition des Sortenschutzinhabers entzogen. Sie haftet an der Sorte, nicht am Züchterrecht.

Die Sortenbezeichnung ist damit auch nach deutschem Recht das, als was sie in Art. 13 Abs. 8 Buchst. b des Internationalen Übereinkommens zum Schutz von Pflanzenzüchtungen³⁾ ausdrücklich bezeichnet ist, nämlich die Gattungsbezeichnung der Sorte. Mit „Gattung“ ist dabei der allgemeine rechtliche Gattungsbegriff gemeint, also eine Sachgruppe mit gemeinschaftlichen und sich dadurch von anderen Sachgruppen abhebenden Merkmalen⁴⁾. Gattungen im Rechtssinne können beliebig je danach gebildet werden, im Hinblick auf welche Eigenschaften bestimmte Sachen geordnet werden sollen. So genügt für die Kennzeichnung des Anwendungsbereichs des Sortenschutzgesetzes in dessen § 1 die Verwendung des Gattungsbegriffs „Pflanzensorten“, für die allein — in Abgrenzung beispielsweise zu Tierrassen — ein Sortenschutz gewährt werden kann. In § 15 SortSchG, der die Wirkung des Sortenschutzes regelt, wird eine Sonderregelung für die Gattung im Rechtssinne „Zierpflanzen“ getroffen, die somit hinsichtlich des geregelten Punkts von den Nutzpflanzen im engeren Sinne abgegrenzt werden. Innerhalb dieser Gattungsbegriffe kann

¹⁾ BGBl. I, 3416

²⁾ Zum wesentlichen Inhalt der Änderung siehe „Hinweis auf die Änderung des Sortenschutzgesetzes“ im Blatt für Sortenwesen — Amtsblatt des Bundessortenamtes (Bl. f. S.) 1975, 12 und Wuesthoff, Die Novelle zum Sortenschutzgesetz, GRUR 1975, 12.

³⁾ BGBl. 1968/II, 428

⁴⁾ Palandt, BGB-Komm., 31. Aufl., § 243 Anm. 1

man je nach dem Zweck der Unterteilung weitere Gattungen bilden, wie es beispielsweise im Artenverzeichnis zum Saatgutverkehrsgesetz geschehen ist, wo die Arten unter den Sammelbegriffen „Getreide“, „Hackfrüchte“, „Gemüse“ usw. gruppiert sind. Die kleinste, im Sortenschutzrecht selbst benannte Gattung im Rechtssinne ist jeweils die im Artenverzeichnis aufgeführte botanische Gattung (bei der sich also Gattung im rechtlichen und im biologischen Sinne decken), Artgruppe, Art oder Unterart, die inhaltlich jeweils durch die Angabe ihrer botanisch-wissenschaftlichen Bezeichnung gekennzeichnet ist. Für das Sortenschutzrecht reicht diese Unterteilung jedoch nicht aus, da ja innerhalb der im Artenverzeichnis aufgeführten botanischen Arten eine Mehrzahl von Sorten geschützt werden soll. Jede Sorte, die als Summe aller Pflanzen einer botanischen Art mit gemeinschaftlichen Merkmalen wiederum eine Gattung im Rechtssinne gegenüber anderen Sorten der gleichen botanischen Art mit abweichenden Merkmalen bildet, muß zur Festlegung ihrer Identität benannt werden. Da es hierfür keine vorgegebenen Begriffe des allgemeinen oder wissenschaftlichen Sprachgebrauchs mehr gibt, müssen entsprechende Begriffe künstlich geschaffen werden, nämlich eben die Sortenbezeichnungen.

Die weitere Frage ist dann, welche Anforderungen im einzelnen an die Kennzeichnungskraft im vorgenannten Sinne zu stellen sind. Im allgemeinen bieten sich für eine Kennzeichnung als einfachste Form reine Registraturnomenklaturen an, soweit es bei der Kennzeichnung nur um eine Registrierfunktion geht. Bei Sortenbezeichnungen ist dies jedoch nicht der Fall. Nach § 8 Abs. 1 a Nr. 1 SortSchG sind Bezeichnungen, die nur aus Zahlen bestehen und damit an sich die rationellste Form einer Registriernomenklatur darstellen, ausdrücklich ausgeschlossen, woraus sich schon ersehen läßt, daß die Sortenbezeichnung eben kein bloßes Registriermittel ist. Das ergibt sich im übrigen ganz klar aus § 10 SortSchG. Darin ist als einzige Funktion der Sortenbezeichnung ihre Verwendung beim Vertrieb von Vermehrungsgut der Sorte genannt. Hieraus und aus dem schon erwähnten Umstand, daß eine festgesetzte Sortenbezeichnung der Disposition des Sortenschutzinhabers entzogen ist, ergibt sich, daß Adressat der Sortenbezeichnung der Verbraucher von Vermehrungsgut ist. Da dem Vermehrungsgut selbst dessen genetische Eigenschaften nicht angesehen werden können, ist die Sortenbezeichnung für den Vermehrungsgutverbraucher das entscheidende Erkennungsmittel, um welche Sorte mit den für sie typischen Eigenschaften es sich bei dem angebotenen Vermehrungsgut handelt. Die Sortenbezeichnung ist also der „Warenname“ für die Sorte⁵⁾. Dieser Funktion ist in der Neufassung des § 10 SortSchG dadurch noch besonders Rechnung getragen worden, daß darin nunmehr vorgeschrieben ist, daß eine schriftlich angegebene Sortenbezeichnung leicht erkennbar und deutlich lesbar sein muß.

Die Anforderungen an die Kennzeichnungskraft einer Sortenbezeichnung sind daher danach zu bestimmen, welche Wirkung sie auf die beteiligten Verkehrskreise und das heißt auf einen durchschnittlich kundigen und aufmerksamen Käufer von Vermehrungsgut hat. Insbesondere der Umstand, daß der Abnehmerkreis von Vermehrungsgut je nach Pflanzenart recht unterschiedlich

sein kann, macht es schwierig, detaillierte Regeln mit dem Anspruch auf Allgemeingültigkeit aufzustellen. Es lassen sich daher nur einige Grundsätze entwickeln. Dabei ist es insbesondere wichtig, daß in allen Mitgliedsstaaten des Internationalen Verbandes zum Schutz von Pflanzenzüchtungen (UPOV)⁶⁾ möglichst die gleiche Handhabung herrscht, denn nach Art. 13 Abs. 5 des Übereinkommens müssen die Vertragsstaaten grundsätzlich die Sortenbezeichnung übernehmen, unter der die Sorte in einem anderen Vertragsstaat angemeldet wurde. Diese Bestimmung ist in § 8 Abs. 2 SortSchG und entsprechend auch in die nationalen Bestimmungen der anderen UPOV-Staaten übernommen worden. Würden die Vertragsstaaten nach unterschiedlichen Grundsätzen bei der Zulassung von Sortenbezeichnungen handeln, so entstünde für sie nicht selten Veranlassung, von der Ausnahmebestimmung des Art. 13 Abs. 5 Satz 2 des Übereinkommens Gebrauch zu machen und in anderen Vertragsstaaten zugelassene Sortenbezeichnungen für ihren Bereich als ungeeignet zurückzuweisen, so daß in diesen Fällen Sorten im Verbandsbereich unter verschiedenen Sortenbezeichnungen vertrieben würden, was dem Sinn der Konvention natürlich widerspräche. Bei Sorten von Arten, die auch dem Saatgutverkehrsgesetz (SaatVG) unterliegen, kommt hinzu, daß nach dessen Bestimmungen die Sortenbezeichnungen geschützter Sorten auch in die Sortenliste zu übernehmen sind; ein Grundsatz, der auch in anderen Ländern gilt. Nach Art. 9 Abs. 2 der Richtlinie des Rates der EG vom 29. September 1970 über einen Gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten und nach Art. 10 Abs. 2 der Richtlinie des Rates vom 29. September 1970 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut sind die EG-Staaten gehalten, dafür zu sorgen, daß eine Sorte in allen Mitgliedsstaaten unter derselben Bezeichnung in die Sortenliste eingetragen wird. Unterschiedliche Handhabungen im Bereich des Sortenschutzrechts würden daher unmittelbar auch auf den europäischen Saatgutverkehrssektor durchschlagen und dazu führen, daß auch künftig in die Gemeinsamen Sortenkataloge Sorten mit mehreren synonymen Sortenbezeichnungen aufgenommen werden müßten, was der Zielsetzung eines europäischen Saatgutmarkts widerspräche. Es sprechen deshalb wesentliche Gründe dafür, eine möglichst einheitliche Handhabung des Art. 13 des Übereinkommens durch alle UPOV-Staaten sicherzustellen. Um dies zu erreichen, hat der UPOV-Rat am 12. Oktober 1973 nach längeren Erörterungen — auch mit den Fachverbänden, allerdings zum Teil ohne ihrem Votum zu folgen — „Leitsätze für Sortenbezeichnungen“ verabschiedet⁷⁾ und den Vertragsstaaten empfohlen, diese bei der Handhabung des Art. 13 des Übereinkommens anzuwenden, was in der Folgezeit auch geschehen ist.

Einige der in diesen Leitsätzen aufgestellten Grundregeln finden sich auch in dem von der Internationalen Union der Biologischen Wissenschaften aufgestellten Internationalen Code der Nomenklatur für Kulturpflanzen (ICNCP). So sieht der Art. 3 Abs. 1 der Leitsätze in Übereinstimmung mit Art. 30 des ICNCP vor, daß eine Sortenbezeichnung grundsätzlich nur in Form eines Wortes oder mehrerer Wörter (bis zu drei) gebildet

⁵⁾ *Baumbach-Hefermehl*, Wettbewerbs- und Warenzeichenrecht, Bd. II, 10. Aufl., § 4 WZG Rdn. 107

⁶⁾ UPOV = Abk. für Union internationale pour la protection des obtentions végétales

⁷⁾ Bl. f. S. 1974, 6

werden soll, womit umgekehrt Buchstaben-Zahlen-Kombinationen ausgeschlossen sein sollten. Die dem zugrundeliegende Erwägung war die, daß eine Sortenbezeichnung, um ihre Funktion als Gattungsbezeichnung für den Vermehrungsgutverbraucher erfüllen zu können, für diesen leicht aussprechbar und einprägsam sein muß und diese Voraussetzung für Buchstaben-Zahlen-Kombinationen jedenfalls insoweit nicht vorlägen, als die Verwendung solcher Kombinationen nicht allgemein (daß heißt international) üblich ist. Dieser Auffassung hatte sich das Bundessortenamt angeschlossen und dabei auch die für die Zulassung derartiger Kombinationen als Warenzeichen vom Deutschen Patentamt gehandhabten Grundsätze⁸⁾ herangezogen. Dabei ging es davon aus, daß der § 8 SortSchG teilweise dem § 4 WZG nachgebildet ist und deshalb unbeschadet der unterschiedlichen Funktion von Warenzeichen und Sortenbezeichnung im Hinblick auf die ähnlichen Kennzeichnungserfordernisse⁹⁾ bestimmte, für die Zulassung von Warenzeichen geltende Grundsätze auch für die Zulassung von Sortenbezeichnungen entsprechend herangezogen werden könnten. Das Bundespatentgericht hat hierzu in einem Beschluß vom 19. März 1975¹⁰⁾ darauf hingewiesen, daß die unterschiedliche Funktion von Sortenbezeichnung und Warenzeichen in jedem Fall eine genaue Prüfung erfordere, inwieweit die für Warenzeichen geltenden Grundsätze im Sortenschutzrecht anwendbar seien. Nähere Erwägungen hat das Gericht hierzu dann allerdings nicht angestellt, da die Frage mangels Entscheidungserheblichkeit nicht zu prüfen war.

Buchstaben-Zahlen-Kombinationen sind, wie dargelegt, nunmehr kraft ausdrücklicher Gesetzesbestimmung zugelassen, womit die Anwendung des Art. 3 Abs. 1 der UPOV-Leitsätze für den Bereich der Bundesrepublik Deutschland insoweit entfällt. Durch diese Gesetzesänderung ist jedoch nicht etwa die Rechtsnatur der Sortenbezeichnung als Gattungsbezeichnung im oben dargelegten Sinne eingeschränkt worden. Wie auch das BPatG im o. a. Beschluß angemerkt hat, hält sich die Neufassung des Gesetzes im Rahmen des Art. 13 des Übereinkommens. Das ergibt sich schon daraus, daß diese Bestimmung, wie dargelegt, die Sortenbezeichnung ausdrücklich als Gattungsbezeichnung bezeichnet und gleichwohl statt des ursprünglich vorgesehenen Begriffs „Sortenname“ den Begriff „Sortenbezeichnung“ verwendet, gerade um gegebenenfalls auch Buchstaben-Zahlen-Kombinationen zulassen zu können¹¹⁾. Aus den gleichen Gründen wurde auch in der Bundesrepublik Deutschland der im Gesetz über Sortenschutz und Saatgut von Kulturpflanzen (Saatgutgesetz) vom 27. Juni 1963 verwendete Begriff „Sortenname“ im Sortenschutzgesetz von 1968 durch den Begriff „Sortenbezeichnung“ ersetzt. Dabei wurde allerdings nicht von der generellen Eignung von Buchstaben-Zahlen-Kombinationen ausgegangen, sondern es sollte nur in den Fällen, in denen solche Kombinationen bereits eine Art Verkehrsgeltung erlangt hatten, ihre Weiterbenutzung ermöglicht werden¹²⁾. Unter diesem Gesichtspunkt hatte auch der UPOV-Rat in Art. 3 Abs. 4 der Leitsätze derartige

Kombinationen für Erbkomponenten unter bestimmten Voraussetzungen als möglich erachtet.

Der Gesetzgeber hat bei der Neufassung des § 8 SortSchG die Brauchbarkeit solcher Kombinationen als Gattungsbezeichnung auch über die in der UPOV-Praxis bisher zugelassenen Fälle hinaus als gegeben angesehen. Im übrigen wollte er die bisherigen Grundsätze für die Unterscheidungskraft nicht in Frage stellen. Die auch für Buchstaben-Zahlen-Kombinationen geltende¹³⁾ Bestimmung des § 8 Abs. 1 a Nr. 2 SortSchG, daß Sortenbezeichnungen nicht verwechslungsfähig sein dürfen, wäre sinnlos, wenn sie gar nicht erst als solche erkennbar und merkbar zu sein brauchten. Daraus folgt, daß zwar Buchstaben-Zahlen-Kombinationen nicht mehr schlechthin als Sortenbezeichnungen ausgeschlossen sind, aber trotzdem, wie Sortenbezeichnungen allgemein, auf ihre Verwendbarkeit im Einzelfall zu prüfen sind. Es kann nicht mehr darauf abgestellt werden, ob derartige Kombinationen bereits eine Verkehrsgeltung haben. Sie müssen aber, um ihre Funktion erfüllen zu können, so gestaltet sein, daß sie wenigstens potentiell in der Lage sind, auf Dauer eine gewisse Verkehrsgeltung und damit Kennzeichnungswirkung zu entfalten. Dies kann nur dann erwartet werden, wenn eine Sortenbezeichnung so gebildet ist, daß sie von den beteiligten Verkehrskreisen überhaupt in ihrer Eigenschaft als Sortenbezeichnung wahrgenommen wird. Zwar ist der Verbraucher bisher überwiegend nur auf in Wortform gebildete Sortenbezeichnungen eingestellt, das schließt aber nicht aus, daß er sich auch an ein anderes Prinzip, wenn es erst einmal eingeführt ist, gewöhnt und ihm deshalb auch die nach dem neuen Prinzip gebildeten Bezeichnungen als Warenname zu dienen geeignet sind.

Bei Buchstaben-Zahlen-Kombinationen ist allerdings zu beachten, daß diese eine gebräuchliche Nomenklatur für die verschiedensten Angaben und Kennzeichnungen sind, so daß demgegenüber Sortenbezeichnungen, die aus solchen Kombinationen bestehen, im Regelfall nur dann als Sortenbezeichnungen erkennbar sein werden, wenn sie in einer Art und Weise gebildet sind, die sich als für Sortenbezeichnungen typisch herausgebildet hat. Es erscheint deshalb geboten, für die Bildung von Sortenbezeichnungen aus Buchstaben-Zahlen-Kombinationen einige Grundsätze zu entwickeln. So sollte die im Gesetz genannte Reihenfolge, erst Buchstaben, dann Zahlen, auch in jedem Einzelfall eingehalten werden, was ohnehin, soweit es derartige Kombinationen schon als Sortenbezeichnung gibt, die übliche Form ist. Andere Bestandteile als Buchstaben und Zahlen, also Sonderzeichen wie z. B. Schrägstriche, sind, da sie insbesondere in der mündlichen Wiedergabe oft untergehen, nicht geeignet. Auch sehr lange Buchstaben – und/oder Ziffernketten würden wegen ihrer geringen Merkbarkeit die Funktion einer Sortenbezeichnung nicht sinnvoll erfüllen können, sondern sich von reinen Ziffernketten, die, wie schon erwähnt, ausdrücklich vom Gesetz ausgeschlossen sind, praktisch nicht mehr unterscheiden.

Auch soweit Sortenbezeichnungen aus Buchstaben-Zahlen-Kombinationen nach einem an sich geeigneten Prinzip gebildet sind, dürfen sie im Einzelfall nicht mit anderen aus solchen Kombinationen gebildeten Kennzeichnungen der Sorte oder des Vermehrungsguts (Men-

8) Vgl. *Baumbach-Hefermehl*, a.a.O., Rdn. 39

9) Vgl. *Baumbach-Hefermehl*, a.a.O., Rdn. 107

10) 33 W (pat) 2/73, Bl. f. S. 1975, 142 = GRUR 1975, 449

11) *Schade-Pfanner*, Das Internationale Übereinkommen zum Schutz von Pflanzenzüchtungen (Sonderveröffentlichung aus GRUR Int. 1962, 48

12) Siehe aml. Bgr. zu § 8 SortSchG, BT-Drucks. V/1630, S. 53

13) So auch das BPatG im o. a. Beschluß

gen-, Gewichts-, Datumsangaben, BSA-Kenn-Nr., Anerkennungs- bzw. Zulassungs-Nr. im Sinne des § 29 Abs. 2 Nr. 5 SaatVG, OECD-Bezugs-Nr.) übereinstimmen oder ihnen zum Verwechseln ähnlich sein.

Der vorgenannte Grundsatz, daß eine Sortenbezeichnung nicht unterscheidungskräftig ist, wenn sie mit anderen Kennzeichnungen übereinstimmt, gilt natürlich auch für Sortenbezeichnungen, die in Wortform gebildet sind, wobei unter Wort jede aussprechbare Silbe oder Silbenfolge auch ohne vorbestehenden Sinngehalt zu verstehen ist. Ungeeignet als Sortenbezeichnungen können z. B. geographische Bezeichnungen sein, wenn sie mit gebräuchlichen regionalen Herkunftsangaben übereinstimmen oder verwechselt werden können. Auch Eigennamen und Firmenbezeichnungen können als Sortenbezeichnungen ungeeignet sein, wenn sie die Wirkung einer persönlichen Herkunftsangabe haben würden. Da die Sortenbezeichnung von jedem, der Vermehrungsgut der Sorte vertreibt, benutzt wird, also nicht nur von dem Namens- oder Firmeninhaber, können derartige Bezeichnungen außerdem irreführend wirken.

Auch Bezeichnungen, die in Serienbildung aus einem feststehenden Wort mit wechselnden Zusätzen gebildet werden, sind im Zweifel als Sortenbezeichnung ungeeignet. Die Kennzeichnung einer Mehrzahl von Waren mit einer auf die Herkunft aus einem bestimmten Unternehmen hinweisenden Bezeichnung ist typisch für das Warenzeichen. Dieses hat beim Vertrieb von Vermehrungsgut eine zunehmende Bedeutung erlangt, nicht zuletzt im Hinblick darauf, daß es in Staaten, die kein Sortenschutzrecht kennen, durch Einsatz als Verbotungsrecht einen gewissen Schutz ermöglicht¹⁴). Wie *Wuesthoff*¹⁵) einleuchtend dargelegt hat, besteht ein Interesse daran, daß Warenzeichen und Sortenbezeichnung angesichts ihrer unterschiedlichen Funktion sich bei gleichzeitiger Benutzung nicht verwischen. Es muß deshalb für zulässig erachtet werden, daß eine Sortenbezeichnung im Gegensatz zur werbewirksamen Ausgestaltung des Warenzeichens nicht besonders phantasiavoll gebildet wird, was angesichts des Umstands, daß die Sortenbezeichnung grundsätzlich kein Wettbewerbsmittel ist, ohne Beeinträchtigung der oben erläuterten Kennzeichnungskraft durchaus möglich ist. Aus dem Gesichtspunkt der unterschiedlichen Funktion von Warenzeichen und Sortenbezeichnung ergibt sich dann auch die weitere, von *Wuesthoff* einleuchtend gezogene Folgerung¹⁶), daß die Sortenbezeichnung als Gattungsbezeichnung nicht auf einen bestimmten Herstellerbetrieb hinweisen soll. Natürlich haben Züchterunternehmen, wenn sie es möchten, gewisse Möglichkeiten, in einer Sortenbezeichnung einen Hinweis auf sich unterzubringen, indem sie Serien von Sortenbezeichnungen bilden, die einen wiederkehrenden, an sich neutralen Bestandteil (eine bestimmte Silbe) enthalten oder nach einem gleichbleibenden, zulässigen Prinzip gebildet sind. Wenn aber Bezeichnungen in der Weise gebildet werden, daß sie aus einem feststehenden Wort lediglich mit wechselnden Zusätzen gebildet werden, wird der Unterschied zum Warenzeichen derart verwischt, daß solche Bezeich-

nungen nicht mehr als Gattungsbezeichnung angesehen werden können.

Daß Warenzeichen ohne inhaltliche oder gestalterische Beschränkung (ebenso wie auch die sonstigen oben erwähnten Kennzeichnungen) beim Vertrieb zusätzlich zur Sortenbezeichnung verwendet werden können, ist für den Bereich der Bundesrepublik Deutschland unbestritten.

2. Verwechselbarkeit

Bei der Prüfung der Verwechselbarkeit kommt es darauf an, ob eine Sortenbezeichnung einer anderen nach Schriftbild und/oder Aussprache so ähnlich ist, daß mit ihrer Hilfe die betreffenden Sorten beim Vertrieb nicht mehr hinreichend eindeutig von den Beteiligten auseinandergehalten werden können.

Für die Prüfung der Verwechselbarkeit von Sortenbezeichnungen wurde im Bundessortenamt ein phonetisches Computer-Programm entwickelt, das die Vorprüfung mit Hilfe der EDV ermöglicht und so aufbereitete Entscheidungsgrundlagen für die Prüfungsabteilungen gibt¹⁷). Eine derartige Vorprüfung wird übrigens vom Bundessortenamt auch in Amtshilfe für das Deutsche Patentamt im Rahmen der Prüfung von Warenzeichen auf ihre Übereinstimmung mit Sortenbezeichnungen nach § 4 Abs. 2 Nr. 6 WZG vorgenommen.

Das Erfordernis der Unverwechselbarkeit gilt, wie schon erwähnt, auch für Sortenbezeichnungen aus Buchstaben-Zahlen-Kombinationen. So wären etwa zwei Sortenbezeichnungen, die die Buchstabenfolgen „LFB“ und „LFP“ enthalten, wegen der phonetischen Ähnlichkeit der Buchstaben B und P miteinander verwechslungsfähig.

Eine angemeldete Sortenbezeichnung darf nicht mit einer anderen Sortenbezeichnung übereinstimmen oder verwechselbar sein, unter der im Geltungsbereich des SortSchG oder in einem anderen UPOV-Staat eine Sorte in ein amtliches Verzeichnis von Sorten eingetragen oder Vermehrungsgut einer solchen Sorte vertrieben worden ist, wenn die beiden Sorten derselben botanischen Art angehören oder die Arten, denen die Sorten angehören, miteinander verwandt sind. Hinsichtlich dieser „Verwandtschaft“ enthält die Neuregelung eine Modifizierung. Bisher kam es nur darauf an, ob die Sorten botanisch miteinander verwandt waren, jetzt ist im Gesetz nur noch von einer „verwandten“ Art die Rede. Damit ist der Wortlaut des Gesetzes insoweit dem Art. 13 Abs. 2 des Übereinkommens angepaßt. Verwandt im vorgenannten Sinne sind Arten auch dann, wenn sie zwar nicht botanisch, aber wirtschaftlich miteinander verwandt sind, wie z. B. Weißklee (*Trifolium repens* L.) und Gelbklee (*Medicago lupulina* L.). Welche Arten im einzelnen als miteinander verwandt anzusehen sind, ist nach § 8 Abs. 1 a Satz 2 SortSchG vom Bundessortenamt bekanntzumachen. Um insoweit eine gleichmäßige Handhabung in den Verbandsstaaten sicherzustellen, hat der UPOV-Rat im Anhang zu den erwähnten Leitsätzen für Sortenbezeichnungen die Arten, die jeweils als miteinander verwandt angesehen werden, in Klassen zusammengestellt. Diese Klassenliste ist vom Bundessortenamt durch Mitteilung vom 31. Dezember

14) Siehe *Wuesthoff*, Die Funktion und Beschaffenheit von Sortenbezeichnungen und die Funktion von Handelsmarken nach dem Pariser Übereinkommen zum Schutz von Pflanzenzüchtungen, GRUR Int. 1972, 359

15) Siehe Fußn. 14

16) Siehe Fußn. 14

17) Zum System siehe *Hillmann*, Ein Verfahren zum phonetischen Vergleich von Sortenbezeichnungen, in EDV in Medizin und Biologie, 3/1971 sowie EDV-Prüfung der Sortenbezeichnungen auf Verwechselbarkeit, in Bl. f. S. 1974, 190

1974¹⁸⁾ für den Geltungsbereich des SortSchG übernommen worden. Durch Art. 2 des Änderungsgesetzes ist übrigens auch § 4 Abs. 4 Satz 3 WZG dahingehend geändert worden, daß es auch für die Prüfung der Übereinstimmung von Warenzeichen mit Sortenbezeichnungen nach Abs. 2 Nr. 6 auf die Verwandtschaft schlechthin und nicht nur auf die botanische Verwandtschaft der Arten ankommt, denen die Sorten angehören.

Wenn eine Sortenbezeichnung, die nach dem zuvor Gesagten an sich einer späteren Sortenbezeichnung entgegensteht, keine größere Bedeutung erlangt hat und die Sorte nicht mehr eingetragen ist und nicht mehr angebaut wird, so ist sie nach der Neufassung kein Hindernis für eine gleich oder ähnlich lautende spätere Sortenbezeichnung. Praktisch bedeutet das, daß eine Sortenbezeichnung für eine ausgelaufene Sorte wieder verwendet werden kann. Als Ausnahmeregelung wird die Bestimmung aber sorgfältig zu handhaben sein. Es würde dem Wesen der Sortenbezeichnung nicht entsprechen, eine Sortenbezeichnung unmittelbar nach ihrer Löschung für eine Nachfolgesorte zu verwenden. Es müßte vielmehr sichergestellt sein, daß die Sortenbezeichnung auch inhaltlich wieder frei, also mit keiner allgemeinen Vorstellung über die alte Sorte mehr verknüpft ist, was im Zweifel erst einige Zeit nach dem Erlöschen der alten Sorte der Fall sein wird.

3. Ärgerniserregung, Irreführung

Der Ausschlußgrund der Ärgerniserregung hat in der Praxis bisher keine Rolle gespielt.

Als Beispiele für eine mögliche Irreführung sind in § 8 Abs. 1 a Nr. 3 SortSchG Bezeichnungen genannt, die aus dem botanischen oder landesüblichen Namen einer anderen Art bestehen oder geeignet sind, unrichtige Vorstellungen über die Herkunft, die Eigenschaften oder den Wert der Sorte oder über den Züchter oder den Sorteninhaber zu wecken. Eine Sortenbezeichnung, die aus dem Namen der Art besteht, der sie angehört, wäre zwar nicht wegen der Gefahr der Irrtumserregung im Sinne der vorgenannten Bestimmung, aber wegen mangelnder Unterscheidungskraft ausgeschlossen. Die Gefahr der Erregung unrichtiger Vorstellungen über Eigenschaft und/oder Wert der Sorte besteht insbesondere bei Sortenbezeichnungen, die als Hinweis auf bestimmte Merkmale der Sorte empfunden werden können. So würde z. B. bei Erbsensorten, bei denen die Korngröße eine Rolle spielt, eine Sortenbezeichnung „Mini“ den Eindruck erwecken, daß es sich um eine kleinkörnige Sorte handelt, und wäre daher, wenn letzteres nicht zutrifft, irreführend. Problematisch unter dem Gesichtspunkt der Irrtumserregung können ferner sein (soweit nicht schon wegen mangelnder Unterscheidungskraft ausgeschlossen) geographische Bezeichnun-

gen (hinsichtlich Herkunft), Eigennamen (hinsichtlich Herkunft, Züchter, Sorteninhaber) sowie Bezeichnungen, die Bezüge auf andere Sortenbezeichnungen erkennen lassen und so den Eindruck erwecken, daß die betreffenden Sorten voneinander abstammen oder sonst miteinander verwandt sind (hinsichtlich Herkunft, Eigenschaften, Wert). Der letztgenannte Gesichtspunkt würde es auch verbieten, Sortenbezeichnungen mit feststehender Buchstabenfolge und wechselnden Zahlenzusätzen zu bilden (PM 4, PM 20, PM 100), soweit diese nicht ohnehin wegen Verwechselbarkeit ausgeschlossen sind.

Praktisch alle wesentlichen Gesichtspunkte, die in den UPOV-Richtlinien enthalten sind, sind durch die Neufassung des § 8 SortSchG, soweit sie es nicht schon waren, in der Bundesrepublik Deutschland positiv-rechtlich geregelt. Deshalb wird sich die Frage, inwieweit sich die Anwendung dieser Leitsätze durch das Bundessortenamt in allen Fällen im Rahmen einer Auslegung des § 8 SortSchG hält, was zum Teil in Frage gestellt wurde¹⁹⁾, in Zukunft wohl nicht mehr stellen. Es liegen z. Z. noch keine Erkenntnisse darüber vor, wie sich die anderen UPOV-Staaten gegenüber Sortenbezeichnungen aus Buchstaben-Zahlen-Kombinationen verhalten werden, die vom Bundessortenamt akzeptiert werden, in den anderen Mitgliedstaaten aber in Übereinstimmung mit den UPOV-Leitsätzen bisher ausgeschlossen sind²⁰⁾. Rein quantitativ wird die Frage möglicherweise keine größere Bedeutung erlangen, da die ersten Erfahrungen nach der Neuregelung zeigen, daß die angemeldeten Sortenbezeichnungen, von nur einigen Ausnahmen abgesehen, weiterhin in der eingeführten Wortform gebildet werden.

Zum Abschluß ein Wort zur in § 32 Abs. 2 SortSchG neu eingeführten Anmeldebezeichnung. Diese gilt nur für das Verfahren, sie wird also nur vom Anmelder und vom Bundessortenamt, jedoch nicht von Dritten zur Kennzeichnung der Sorte benutzt oder benötigt. Die Regelung hat den Sinn, das Prüfungsverfahren für die Sortenbezeichnung in den zahlreichen Fällen zu ersparen, in denen die Anmeldung nicht zur Erteilung des Sortenschutzes führt. Für die Bildung von Anmeldebezeichnungen enthält das Gesetz keine Regelungen. Auch aus dem Zweck der Anmeldebezeichnung ergibt sich, abgesehen davon, daß sie natürlich nicht mit anderen im Verfahren benutzten Kennzeichnungen von Sorten (Anmeldebezeichnung, Sortenbezeichnung, BSA-Kenn-Nr.) übereinstimmen darf, keine inhaltliche Begrenzung. Anmeldebezeichnungen können daher nach Belieben gebildet werden, wobei eine Kombination, die einen Hinweis auf den Anmelder enthält, hier als zweckvoll anzusehen ist. [G 1095]

¹⁹⁾ Vgl. *Wuesthoff*, Die Vorläufigen Leitsätze für Sortenbezeichnungen, GRUR 1972, 19

²⁰⁾ In Frankreich durch Arrêté vom 14. 3. 1974, Journal Officiel de la République Française vom 26. 3. 1974

¹⁸⁾ Bl. f. S. 1975, 13